



## **RAPPORT SUR LA TABLE RONDE SUR UNE ÉCONOMIE CACAOYÈRE MONDIALE DURABLE ACCRA, 3-6 octobre 2007**

1. La première réunion de la Table ronde sur une économie cacaoyère mondiale s'est tenue à l'International Conference Centre d'Accra, du 3 au 6 octobre 2007, sous le généreux parrainage du Ghana Cocoa Board et du ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la qualité alimentaire des Pays-Bas. Cette réunion a été organisée par l'ICCO et le Ghana Cocoa Board.
2. La Table ronde a rassemblé plus de 200 personnes venant de 25 pays des cinq continents. Il y avait parmi eux des représentants des cacaoculteurs, des coopératives, des négociants, des exportateurs, des transformateurs, des chocolatiers, des grossistes, des détaillants, des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, des institutions financières ainsi que des organismes bailleurs de fonds. Les réunions se sont tenues sur quatre jours, avec cinq séances plénières et trois groupes de travail. Chacun des groupes était consacré à un secteur spécifique du cacao: les agriculteurs, les gouvernements et enfin l'industrie et de la société civile. Les délégués pouvaient participer librement au groupe de travail relevant de leur intérêt. La liste des participants est jointe à ce document à l'**annexe 1**.
3. La première séance plénière de la Table ronde a commencé par une cérémonie d'ouverture présidée par M. Kwadwo BAAH-WIREDU (M.P.), Ministre des Finances et de la Planification économique, avec des allocutions de bienvenue de M. Isaac OSEI, Directeur général du Ghana Cocoa Board, de M. Marcel VERNOOIJ, Ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la qualité alimentaire des Pays-Bas, M. St-Cyr DJIKALOU, ICCO porte-parole des producteurs, et M. Hagen STREICHERT, ICCO porte-parole des consommateurs, et finalement du Ministre lui-même.
4. Lors de la première séance plénière, trois interventions ont été prononcées. La première, intitulée « *L'importance de la durabilité* », a été prononcée par M. Ernest A. DEBRAH, (M.P.), Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture de la République du Ghana. Elle a été suivie par les exposés intitulés « *Initiatives pour la durabilité d'autres produits de base tropicaux* » de M. Jean-Marc ANGA, Directeur de la Division économique et des statistiques de l'ICCO, et « *Le cacao durable : programmes mondiaux de recherche & développement – Les acquis* », de M. Martin GILMOUR, Mars, au nom de CAOBISCO.
5. Lors de la deuxième séance plénière, trois interventions ont été prononcées. La première a été prononcée par M. Hope SONA EBAI, Secrétaire général de l'Alliance des producteurs de cacao, sous le titre « *Perspectives pour une économie cacaoyère durable – la vision de l'Alliance des producteurs de cacao* ». Mme Anouk VAN HEEREN, Consultante senior au CREM, a présenté un exposé intitulé « *Perspectives pour une économie cacaoyère durable – la vision d'une ONG* », et finalement, M. Ron OSWALD, Secrétaire général de l'UITA, a prononcé une intervention intitulée « *Perspectives pour une économie cacaoyère durable – la vision des syndicats* ».

6. L'une des caractéristiques singulières de cette réunion de la Table ronde a été le panachage de participants de différentes parties de la filière cacao. Les ONG ayant des liens avec le cacao y étaient notamment fortement présentes, en particulier Oxfam Novib, et ont participé de façon très constructive aux discussions. Lors de la troisième séance plénière, M. Tony LASS MBE, BCCCA, a prononcé une intervention intitulée « *Economie cacaoyère durable : une approche globale et participative* », faisant référence au document CB/14/2. Ce document définit les problèmes et la procédure à suivre pour parvenir à une économie cacaoyère mondiale durable. L'intervention de M.Lass visait également à amener les participants au même niveau de compréhension des différents aspects liés à la durabilité du secteur cacaoyer, afin d'assurer une approche globale et participative, telle qu'envisagée par l'ICCO en tant que médiateur.

7. Lors de la deuxième journée, trois groupes de discussion se sont réunis simultanément : le groupe de discussion 1 sur « *L'amélioration de la durabilité de la cacaoculture – Actions des cacaoculteurs* » ; le groupe de discussion 2 sur « *L'amélioration de la durabilité de la culture, de la commercialisation et de la transformation du cacao – Actions des gouvernements* » ; et le groupe de discussion 3 sur « *L'amélioration de la durabilité de l'économie cacaoyère – Actions des acteurs du secteur privé dans les phases de transformation, de fabrication et de commercialisation de la chaîne de valeur du cacao* ».

8. Les réunions de ces trois groupes de discussion ont commencé par une série d'interventions de 15 minutes prononcées par des acteurs clés, portant sur les moyens d'améliorer la durabilité de l'économie cacaoyère dans leur secteur.

9. Dans le groupe de discussion 1, modéré par M. Idelfonso MEDINA, les interventions ont été prononcées par M. Freddy AMORES, Directeur du Programme Café-Cacao, Instituto Nacional Autónomo de Investigaciones Agropecuarias (INAP) ; M. A.K. DAPAAH, un cacaoculteur ghanéen ; M. NGO NKELLE Victor, Directeur général, SOWEFCU, Cameroun ; M. ONG Seng Lee, un cacaoculteur malais ; M. Joshua OYEDELE, Président, Ondo State Farmers' Congress, Nigeria ; M. Albert PUNGHAU, un cacaoculteur de Papouasie-Nouvelle-Guinée ; M. Isidoro DE LA ROSA, CONACADO ; M. Eimar SAMPAIO ROSA, Directeur, Grupo M. Libanio, Brésil ; M. Lucien TAPE DO, Bourse du Café et du Cacao, Côte d'Ivoire ; Mme Lorraine WALDROPT, Prism Agri Estates, Trinité ; M. I. WAYAN YASA, Indonésie ; M. YUMA LOOLY, Chargé de Projets Cacao, Ministère de l'Agriculture, République démocratique du Congo ; et l'évêque AKOLGO, ISODEC, porte-parole d'une ONG au Ghana.

10. Dans le groupe de discussion 2, modéré par Madame ACQUAH ASSOUAN, les interventions ont été prononcées par M. Enzo BARATTINI, Chef adjoint d'Unité, Commission européenne ; M. DIAMOUTENE Alassane Zié, Directeur de Cabinet, Ministère de l'Agriculture, Côte d'Ivoire ; M. Luis FACCO, Confédération des petits exploitants et des travailleurs (CONTAG), Brésil ; M. Eric ROSENQUIST, USDA ; M. Michael NDOPING, Directeur Général, Office National du Cacao et du Café (ONCC) ; M. Carsten SCHMITZ-HOFFMANN, GTZ, Allemagne ; M. Jimmy SIMATAB, Secrétaire parlementaire, Papouasie-Nouvelle-Guinée ; M. Hagen STREICHERT, Bundesministerium Für Verbraucherschutz Ernährung und Landwirtschaft, Allemagne ; et M. Christopher WUNDERLICH, Initiative sur les produits durables, Suisse.

11. Dans le **groupe de discussion 3**, modéré par M. Martin Gilmour, les interventions ont été prononcées par M. David CROFT, Cadbury Schweppes; M. Nico DEBENHAM, Armajaro Trading Ltd. ; Mme Michelle END (BCCCA) ; M. Victor IYAMA, Cocoa Association of Nigeria ; M. Hans JOEHR, Nestec Ltd ; Mme Ursula MATHIS-KÜNHE, Barry Callebaut ; M. Edward MILLARD, Rainforest Alliance ; M. Jeff MORGAN, Mars Inc ; M. Halim RAZAK, ASKINDO, Indonésie ; M. Taco TERHEIJDEN, Cargill Ghana M. Stephen WEISE, Programme sur les cultures arborées durables ; Mme Gine ZWART, Oxfam Novib et Mme Catherine CASSAGNE, International Finance Corporation (IFC). Dans l'intervention d'IFC, il était estimé que pour attirer les investissements dans le secteur cacaoyer, la Table ronde devait établir une certaine forme de normes dans le cadre de son processus multi-intervenants. Ces normes seraient des outils utiles sur lesquels les institutions financières/de crédit pourraient s'appuyer pour décider de la concession de prêts à des entreprises opérant dans le secteur cacao. Un autre aspect discuté a porté sur la nécessité d'encourager la durabilité dans la filière cacao générale, ainsi que sur les marchés spécialisés de produits de cacao.

12. Les interventions ont donné lieu à des discussions actives et fructueuses entre les différents intervenants, sous la conduite du modérateur. A l'issue des séances de brainstorming, chaque groupe a élaboré une liste de recommandations/domaines d'action prioritaires du point de vue du groupe. Les recommandations de chaque groupe de discussion sont indiquées à l'**annexe 2**. Ces recommandations ont ensuite été présentées lors de la séance plénière de la **troisième journée** des réunions par les modérateurs des groupes de discussion, pour permettre à ceux qui n'avaient pas participé à un groupe déterminé d'exprimer leurs points de vue. Ces commentaires ont été incorporés à un plan d'action provisoire pour la durabilité.

13. Parmi les recommandations soulignées figurait la nécessité d'adopter les meilleures pratiques agricoles en altérant le moins possible l'environnement ; la promotion du renforcement de compétences dans les organisations d'agriculteurs ; l'expansion des marchés de consommation de cacao ; la sensibilisation des jeunes à la cacaoculture ; la formation des agriculteurs à l'utilisation des produits dérivés du cacao ; la création et l'application des lois et normes appropriées ; l'élaboration d'un Plan national de développement/Inventaire des ressources cacaoyères ; l'encouragement de l'investissement dans la recherche, la formation et la vulgarisation ; la promotion de la transformation et de la consommation dans les pays producteurs ; l'amélioration du fonctionnement de la filière ; l'amélioration de l'accès aux instruments de crédit ; la promotion des produits de cacao généraux et spécifiques ; le soutien à la recherche et à l'application de la lutte phytosanitaire ; des actions de diffusion de matériel végétal amélioré ; l'amélioration de la fertilité des sols et la mise en place de normes objectives sur le cacao durable.

14. La synthèse provisoire de la Table ronde a été présentée à tous les participants lors de la séance plénière de la **quatrième journée** de la Table ronde. De nouvelles délibérations ont suivi, donnant lieu à un document consensuel intitulé « La Feuille de Route d'Accra pour une économie cacaoyère mondiale durable ». « La Feuille de Route d'Accra », tel qu'il est simplement connu, fournit un cadre exhaustif sur une liste de domaines d'action prioritaires classés dans les volets suivants : cadre institutionnel ; production, commercialisation, transformation et fabrication, consommation durables ; et dimension internationale. Ce document figure à l'**annexe 3** à ce document.

15. Il a été généralement convenu que la première réunion de la Table ronde a permis de réaliser des progrès encourageants, grâce à l'engagement des parties prenantes dans une approche

ouverte et participative, vers une économie cacaoyère mondiale durable. Les participants ont jugé souhaitable d'organiser une nouvelle réunion de la Table ronde dans un délai d'environ un an dans un autre pays producteur, en y invitant un public encore plus large. En résumé, il convient de maintenir le dynamisme remarquable observé lors de la première réunion de la Table ronde.

**Annexe 1****Liste des participants**

TITLE	FIRST NAME	LAST NAME	POSITION	COMPANY/ORGAN
MR	NAPOLEON	ABALAKA		FEDERAL MINISTRY OF COMMERCE & INDUSTRY
MS	ISABELLE	ADAM	GENERAL SECRETARY	EUROPEAN COCOA ASSOCIATION (ECA)
MR	SOLOMON KOFI	ADDO		BARRY CALLEBAUT GHANA LTD
MS	AKUA	ADDO-BOADU		HATOF FOUNDATION DOX
MR	ADENIRAN	ADEDOJA		FARMERS DEVELOPMENT UNION (FADU)
MR	CHIEF	ADENIGBA		COCOA RESEARCH INSTITUTE OF NIGERIA
MR	MICHAEL	ADEYEMI		CENTRAL BANK OF NIGERIA
MR	ROBO	ADHUZE		COCOA INITIATIVE
MR.	AMONCHO	ADIKO		CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE AGRO ECO FOUNDATION AND GHANA ORGANIC AGRICULTURE NETWORK
MR	SAMUEL NICHOLAS KWAME	ADIMADO ADJEI-GYAN	R & D MANAGER	KUAPA KOKOO
MR	AKA	AHONDJON		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
MRS	KEHINDE	AJAO	SECRETARY	NATIONAL COCOA DEVELOPMENT COMMITTEE
MR	OLAJIDE	AKINOLA		DEPARTMENT OF AGRICULTURE,
MR	BERTRAND DIBY	AKO		IVORIAN FOOD AND TRADE ORGANIZATION
MR	C.R	ALAO		COCOA RESEARCH INSTITUTE OF NIGERIA
DR.	FRANKLIN MANU	AMOAH	DEPUTY E.D (COCOA), CRIG	CRIG
MR	FREDDY	AMORES		INIAP
MR	SAMUEL	ANNAN		
MR.	ERIC	ANTWI		COCOA PROCESSING COMPANY
MR.	ISAAC	ARPOH	NGO GHANA	
MS	COMFORT	ASANTE		ENVIRONMENT & DEVELOPMENT ASSOCIATION
MR.	CHARLES D.	ASANTE	PROCESSOR & MANUFACTURER	COCOA PROCESSING COUNTRY
MR.	FRANK ADU	ASANTE	RESEARCH & DEV. MANAGER	COCOA PROCESSING COMPANY
MR	THOMAS	ATOKRE		
MR	BROU NOEL	ATTA		BCC
MR	DANIEL	ATTIVOR		
MS.	MINA GRACE	AYIVOR	BILINGUAL SECRETARY	GHANA
DR	ISMAIL	AZHAR	DIRECTOR GENERAL	MALAYSIAN COCOA BOARD
MR.	FRANCIS	BAAH	RESEARCH SCIENTIST	COCOBOD
MR	ENZO	BARATTINI		EUROPEAN COMMISSION
MS	FLAVIA	BERNARDINI		CAOBISCO
MR	PHILIP	BETTS		ESCO UGANDA LTD
MR.	DANIEL	BOAKYE		BEEOSTAR GHANA LTD
MR	GEOGE KWADON	BOATENG		
MR.	S.A.	BOATENG	SECURITY OFFICER	PRIVATE SECTOR INITIATIVE
DR.	ROELAND	BOSCH	CIVIL SERVANT	NETHERLANDS
MS	CATHERINE	CASSAGNE		INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION
MR	UGOCHUKWU	CHIMEZIRI	HEAD, COMMODITIES AND AGRICULTURE,	FINANCIAL STANDARD NEWSPAPER,
MR	ANDREAS	CHRISTIANSEN		HAMBURG COCOA & COMMODITY OFFICE GMBH
MR.	ANTHONY	CLEMENT	GENERAL MANAGER (OPS)	GHANA
MR	BONY	CLOVIS		FEDERATION FECANVICI
MR	ALDO	CRISTIANO		FERRERO TRADING LUX S.A.
MR	DAVID	CROFT		CADBURY SCHWEPES
MR	MARCO CICERO	DA SILVA		CONFEDEROA NACIONAL DOS TRABALHADORES NA AGRICLTURA

MS.	SUE	D'ARCY		MARS UK LTD
MR	DIRK	DE BRUIN		SITOS GROUP
MR	ISIDORO	DE LA ROSA		CONACADO
MR	NICO	DEBENHAM		ARMAJARO
MS	MARIE-CLAUDE	DEGNI-SEGUI		PERMANENT REPRESENTATION OF COTE D'IVOIRE TO INTERNATIONAL COMMODITY
MS.	CECILIA	DEI-ANANG	PUBLIC AFFAIRS MANAGER	GHANA NESTLE
MR	AMEDE	DJE		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
MR	SAINT-CYR	DJIKALOU		PERMANENT REPRESENTATION OF CTE D'IVOIRE TO INTERNATIONAL COMMODITY
MR	TAPE	DO		BCC
MR	ERIC KOFI	DOE	AGRICULTURAL ECONOMICS AND AGRIBUSINESS DEPARTMENT,	COLLAGE OF AGRICULTURE AND CONSUMER SCIENCE, UNIVERSITY OF GHANA ,
MS	DINAH	DOTSE		HATOF FOUNDATION DOX
MR	SAMUEL	DOTSE		
MR	HOPE SONA	EBAI	SECRETARY GENERAL	COCOA PRODUCERS ALLIANCE
MR	AKNAN	EHTOOK		MINISTRY OF PLANTATION INDUSTRIES AND COMMODITIES
MR	OTUNBA	ELEBIYO		COCOA RESEARCH INSTITUTE OF NIGERIA
MS	MICHELLE	END		BCCCA
MR	PIERRE TSIMI	ENOUGA	SECRETAIRE EXECUTIF	CICC
MR	PIERRE	ETOA ABENA	CONSEILLER TECHNIQUE	ONCC
MR	STEVEN	FAIRBAIRN		CARGILL
MS	JULIE	FLOOD		CABI EUROPE-UK
MR	FELIX	GBANGBO		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
MR	J	GILING		DUTCH COCOA
MR	MARTIN	GILMOUR	COCOA RESEARCH MANAGER	MARS INC
MR	YAYRA	GLOVER		YAYRA GLOVER LTD.
MR	ISAAC	GYAMFI		STCP COUNTRY MANAGER GHANA
MR	DANIEL	HOUSER		CONSERVACION & DESAROLLO CARLOS GUARDERAS
MR.	CHRISTOPHER	IDU	DIRECTOR -	COCOA DEVELOPMENT,
MS	AUGUSTA	IHAZA		CENTRAL BANK OF NIGERIA
MR	JUSTINUS	INDRO SURONO		INDONESIA ORGANIC ALLIANCE JL.
PROF	GERALD	IREMIREN		COCOA RESEARCH INSTITUTE OF NIGERIA
DR	VICTOR	IYAMA	PRESIDENT	COCOA ASSOCIATION OF NIGERIA,
MR	CHARLES	JIAGGE		CONWEB FOUNDATION
MR	HANS	JOEHR	CORPORATE HEAD AGRICULTURE	NESTEC LTD
MS.	VICTRESS	JOHNSON	SCIENTIFIC SECRETARY	COCOA RESEARCH INSTITUTE OF GHANA
DR	ROBERT	KAGBO	SENIOR AGRICULTURAL ADVISER	USAID WEST AFRICA
MR	SAMUEL	KANGAH		GAWU
DR	KARSTEN	KEUNECKE	MANAGING DIRECTOR	ASSOCIATION OF THE GERMAN CONFECTIONERY INDUSTRY
MR	ANNUAR	KHABAR		COCOA PRODUCERS ALLIANCE
MS	JEAN	KLARE		INDEPENDENT ARTIST
MS.	MELISSA	KNIGHT	DIRECTOR,	USAID OFFICE OF AGRICULTURE/ENVIRONMENT
MS	DESIRE	KOBRI		NESTLE IVORY COAST
MR.	N.K.	KOTEY	OFFICE MANAGER	GHANA
MR.	WILLIAM	KOTEY	GENERAL MANAGER	WIENCO GH LTD
MR	ALEXANDRE	KOUADIO		ARCC AUTORIT DE RGULATION DU CAF ET DU CACAO DE COTE D'IVOIRE
MR	KOUAME ANDRE	KOUAKOU		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
MR	R.A.GUY CHARLES	KOUKOUNON		ORGANISATION IVOIRIENNE DU COMMERCE ET DE L'ALIMENTATION
MR.	DAVID	KPELLE	PROGRAMME DIRECTOR	WEST AFRICA WORLD WIDE FUND FOR NATURE (WWF)
MR	YAO	KRA - LL		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)

MR	KLUTSE	KUDOMOR		NESTLE CENTRAL & WEST AFRICA LTD
MS	JOSEPHINE	KUFFOUR-DUAH		
MR.	CHARLES	KUKAH	SENIOR RESEARCH MANAGER	GHANA COCOA BOARD
MR	MICHAEL	KWAKYE		CONWEB FOUNDATION
MR.	WILLIAM AMOAH	LARBI	PRESIDENT	GHANA WALKER HEALTH FOUNDATION
MR	TONY	LASS MBE	CHAIRMAN	
MS	ANNA	LAVEN		AMIDST
MR	YUMA	LOOLY	CHARGE OF PROJECTS	MINISTRY OF AGRICULTURE,
MR.	EMMANUEL	MAKENG KABONGO	FIRST SECRETARY	DEM. REP OF CONGO, GHANA
MR	DOUMBIA	MAMADOU		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
DR	JOSE ANTONIO	MARTINEZ		COMISION NACIONAL DEL CACAO
MS	URSULA	MATHIS-KUHNE		BARRY CALLEBAUT SOURCING AG
MR	FRANÇOIS	MBARGA		SOCAMAK
MR	IDELFONSO	MEDINA		COMISION DEL CACAO
MR	NOEL	MELDGE ANUKME		IVORIAN ORGANISATION OF ALIMENTATION AND TRADE (ORICA)
MR	EDWARD	MILLARD		RAINFOREST ALLIANCE
DR		MISNAWI		INDONESIAN COFFEE AND COCOA RESEARCH INSTITUTE
MR	JEFF	MORGAN		M. & M. MARS
MR	HERMENT	MREMA		NATIONAL UNION OF COFFEE AGRIBUSINESSES & FARM ENTERPRISES
MR	JOHN	MUWANGA MUSISI		Co-ORDINATOR-COCOA DEVELOPMENT PROGRAMME
MR	JONAS	MVA MVA		STCP COUNTRY MANAGER CAMEROON
MR	JEROME	MVONDO	DIRECTOR GENERAL	SODECAO
MR	IBRAHIM	NAIBBI		FEDERAL MINISTRY OF COMMERCE & INDUSTRY
MR	MICHAEL	NDOPING	DIRECTOR GENERAL	ONCC
MR	SAMUEL	NEGEDU	DIRECTOR	DEPARTMENT OF AGRICULTURE,
MR	VICTOR	NGOH NKELLE	DIRECTOR GENERAL	SOWEFCU
MR.	KOHI ANDI JEANNE	N'GORAN	RESEARCH SCIENTIST	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE
MR	DJE	NGORAN PAUL		UNION OF COOPERATIVES(COCOA FARMERS)
MR	MICHAEL	NKONU	LIAISON OFFICER	FAIRTRADE LABELLING ORGANISATION
MR.	GODWIN	NNANNA	ACCRA BUREAU CHIEF	BUSINESS DAY NIGERIA
MR.	STEPHEN	NYAME- YEBOAH	CHAIRMAN	GENERAL AGRICULTURAL WORKERS UNION OF GHANA
MR	GEORGE	OFSU- AMOANI		E. D. & F MAN GHANA LTD,
DR	AKINWALE	OJO		COCOA ASSOCIATION OF NIGERIA
MR	SAMUEL MBANG	OJU		
MR	CHRIS	OKAFOR		STCP COUNTRY MANAGER NIGERIA
MS	CATHERINE	OKOH		HATOF FOUNDATION
MS.	NKECHI	OKORONKWO	EDITOR (AGRICULTURAL DESK)	NEWS AGENCY OF NIGERIA
MR	SENG LEE	ONG	FARMER	
MR.	ISAAC	OPOKU	PROCESS TECHNOLOGIST	GHANA/WAMCO LTD
MR.	EMMANUEL ADEM	OPOKU	SENIOR RESEARCH MANAGER	GHANA COCOA BOARD
DR	FRANCES KOFI	OPpong		
MR	FRANCIS	OSEI		MERCHANT BANK(GHANA)LIMITED
MR	ISAAC	OSEI	CHIEF EXECUTIVE	GHANA COCOA BOARD
MR	YAW	OWUSU		CONSERVATION INTL
MR	ALBERT	OWUSU		TATLOCK LIMITED

MR.	G.K.	OWUSU	CHAIRMAN	SEED PRODUCTION UNIT, COCOBOD
MR.	ANTHONY	OWUSU ANGAL	FARMER	GHANA
MR	MICHAEL	OWUSU MANU		COCOA PRODUCERS ALLIANCE
MR.	JOSHUA	OYEDELE	PRESIDENT	ONDO STATE FARMERS' CONGRESS
MR	SJOERD	PANHUYSEN		HIVOS
MR	ANTONIUS	PASARIBU		ASKINDO INDONESIA COCOA ASSOCIATION (INCA)
MR	MACARTHUR	PAY-BAYEE		STCP COUNTRY MANAGER LIBERIA
MS	AMA	PEPPLE	PERMANENT SECRETARY	FEDERAL MINISTRY OF AGRICULTURE & WATER RESOURCES
MR	HANS	PERK		SOLIDARIDAD FOUNDATION
MR	YAO	POKOU		COORDINATEUR DU PROJET DE PRODUCTION DURABLE DE CACAO DURABLE
MR.	SAMUEL	POKU	CHIEF EXECUTIVE OFFICER	WEST AFRICAN BUSINESS ASSOCIATION
MR	ROBERT KWABENA	POKU KYEI		
MR	DAVID	PREECE		CADBURY SCHWEPPE PLC
MR	JONATHAN	PUES		OXFAM
MR	ALBERT	PUNGHOU	FARMER	
MR	NICK	RAKSTON- BROWN		
MR	HALIM	RAZAK	CHAIRMAN	ASKINDO INDONESIA COCOA ASSOCIATION (INCA)
MR	JAVIER	RICO PINTO		GTZ
MR	FRANCOIS	RUF		CIRAD
MR	W	RUTZ		DUTCH COCOA
MR	HARUNA	SAMAILA		COCOA RESEARCH INSTITUTE OF NIGERIA
MR	EIMAR	SAMPAIO ROSA	MANAGER	GRUPO M LIBANIO
MR.	ABDOULAYE	SANNI	PROGRAMME OFFICER	GHANA FUTURE FOUNDATION
MR.	KWAME	SARPONG	MANAGING CONSULTANT	OPTIMAL CONSULTANCY SERVICES LTD, GHANA
MR	PHILIPPE	SAS	STATE SECRETARIAT FOR ECONOMIC AFFAIRS	EMBASSY OF SWITZERLAND
MR	CARSTEN	SCHMITZ- HOFFMANN		DEUTSCHE GESELLSCHAFT FR TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT (GTZ)
MR	ZULHEFI	SIKUMBANG		ASKINDO INDONESIA COCOA ASSOCIATION (INCA)
MR	JIMMY	SIMATAB	PARLIAMENTARY SECRETARY	
MR	LUCAS	SIMONS		UTZ CERTIFIED FOUNDATION
MR	BALZ	STRASSER SCHOCH		PAKKA TRADE AG
MR	HAGEN	STREICHERT		FEDERAL MINISTRY OF CONSUMER PROTECTION, FOOD & AGRICULTURE
MS	YAYRA	TARQUAH		HATOF FOUNDATION DOX
MR	LAUATU	TAUTEA	CHIEF EXECUTIVE OFFICER	COCOA BOARD OF PNG
MR	RUUD	TEEPE		SITOS GHANA LTD
MR	TACO	TERHEIJDEN		CARGILL GHANA LTD
MR.	GEORGE	TEYE	AGRICULTURALIST	GHANA
MR.	PETER	THOMPSON		UK
MR	JORIS	TOTTE		OXFAM
MR	ANDRES	TSCHANNEN		PAKKA TRADE LTD
MR	WINFRED	TSE		
MS	ANOUK	VAN HEEREN	SENIOR CONSULTANT	CREM
MR	MARCEL	VERNOOIJ		MINISTRY OF AGRICULTURE, NATURE AND FOOD QUALITY
MR	MARTIN	VERSTEEG		SITOS GROUP
MS	GERALDINE	VERTALLIER		ECOM AGRO INDUSTRIAL CORP LTD
MS	CATHERINE	VOGEL		DEUTSCHE GESELLSCHAFT FR TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT (GTZ)
MS	LORRAINE	WALDROPT	FARMER	PRISM AGRI ESTATES COMPANY LIMITED



MR	CHARLES	WALI		FEDERAL MINISTRY OF AGRICULTURE & WATER RESOURCES,
MRS.	MARIE JEANNE	WAYIKANI UKURANGO	DIPLOMAT	DEM. REP OF CONGO, GHANA
DR	BÄRBEL	WEILIGMANN		HIVOS RAAMWEG
MR	STEPHAN	WEISE	REGIONAL MANAGER	SUSTAINABLE TREE CROPS PROGRAM (STCP)
MR	SAVIO	WERMASUBUN		BUSINESS WATCH INDONESIA
MR	PETER	WHITE		INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION
MR	CHRISTOPHER	WUNDERLISH		UNCTAD
MR	WAYAN	YASA	FARMER	INDONESIAN COCOA BOARD
MR.	OKYERE	YAW AMSAH	NGO GHANA	
MR	ARSENE	YEBOUE		TRADER SIDEPA-UIREVI
MR	ROBERT	ZEHNDER		EUROPEAN COCOA ASSOCIATION (ECA)
MS	GINA	ZWART		OXFAM NOVIB

## **GROUPE DE DISCUSSION 1**

### **LIGNES D'ACTION DES CACAOCULTEURS POUR ACCROITRE LA DURABILITE DE LA CACAOCULTURE**

#### **Durabilité économique**

- prix du cacao rentables
- crédit pour les cacaoculteurs
- adoption de bonnes pratiques agricoles et utilisation efficace des ressources
- valeur ajoutée des fèves de cacao/produits dérivés
- nouveaux marchés/consommation locale
- volatilité des prix/mécanisme de gestion de risques
- une bonne qualité des fèves de cacao, permettant d'obtenir des prix plus élevés
- renforcement du transfert d'innovation aux cacaoculteurs et engagement des cacaoculteurs dans le développement de ces innovations – services de vulgarisation
- renforcement de la recherche scientifique et application de celle-ci avec la participation des cacaoculteurs
- mécanisation de certaines opérations agricoles pour réduire les coûts
- accroissement de la productivité de la main d'œuvre grâce à de meilleures pratiques de gestion, le coût de la main d'œuvre étant actuellement élevé
- réduction des taxes imposées par les gouvernements (au niveau national et dans les pays consommateurs) afin que les cacaoculteurs reçoivent une juste part des bénéfices réalisés sur les produits finaux du cacao
- développement et renforcement d'une filière efficace pour accroître la marge reçue par les cacaoculteurs
- détermination de la valeur ajoutée et de la marge de chaque intervenant dans la filière
- rémunération des cacaoculteurs pour leur contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la protection de l'environnement au moyen d'une participation aux produits du commerce de carbone, de subventions et d'aide au développement

#### **Durabilité environnementale**

- adoption des meilleures pratiques agricoles pour favoriser l'amélioration de la fertilité des sols et l'utilisation efficace des ressources foncières
- adoption de variétés de cacao résistantes aux nuisibles et aux maladies, lutte phytosanitaire intégrée, utilisation optimale des engrais, utilisation réduite de pesticides et d'engrais chimiques afin de diminuer l'impact environnemental
- utilisation de l'ombrage pour améliorer l'écosystème
- marchés spécialisés, agriculture biologique et commerce équitable

## **Durabilité sociale**

- problèmes de propriété des terres
- renforcement des organisations d'agriculteurs pour favoriser l'échange d'idées
- prévention des pires formes de pratiques agricoles socialement inacceptables, par ex. le travail des enfants et le travail forcé
- le vieillissement des cacaoculteurs actuels (60 ans en moyenne) est un problème. Il est donc nécessaire d'encourager l'éducation des jeunes pour les engager dans toutes les activités du secteur cacaoyer, par ex. l'exploitation, la conception de matériel de cacaoculture

## **Recommandations**

1. les prix échappent au contrôle des cacaoculteurs ; des efforts internationaux sont nécessaires pour parvenir à un équilibre entre la demande et l'offre mondiales
2. l'établissement d'un mécanisme de soutien des prix au niveau national serait utile
3. l'adoption des meilleures pratiques agricoles permet de minimiser l'impact environnemental, et l'amélioration de la fertilité du sol et l'utilisation efficace des ressources foncières conduit à la durabilité environnementale
4. éducation et formation des cacaoculteurs
5. mécanisation de certaines opérations agricoles
6. services d'assistance des gouvernements : crédit ; agents de vulgarisation ; r & d, amélioration des infrastructures
7. l'amélioration de la durabilité économique et environnementale favorise la durabilité sociale
8. renforcement des compétences des organisations d'agriculteurs
9. expansion des marchés pour la consommation de cacao, ex. biologique, origine spécifique, commerce équitable
10. les gouvernements devraient instituer des facilités de crédit pour les agriculteurs et les groupements d'agriculteurs devraient également fournir des efforts pour l'accès au crédit
11. des efforts devraient être faits pour permettre aux cacaoculteurs d'accéder aux innovations sur les produits dérivés du cacao
12. création de nouveaux marchés et stimulation de la consommation locale
13. sensibilisation des jeunes à la cacaoculture et à d'autres activités connexes
14. prévention des pires formes de travail des enfants
15. adoption de politiques gouvernementales pour faciliter l'achat de terres pour la cacaoculture
16. focalisation sur les questions de genre telles que les femmes dans l'agriculture et les droits des femmes, qui sont souvent les principaux travailleurs dans de nombreuses activités de production cacaoyère
17. constitution d'un « fonds de durabilité » pour financer des initiatives visant à parvenir à la durabilité de l'économie cacaoyère

## **GROUPE DE DISCUSSION 2**

### **LIGNES D'ACTION DES GOUVERNEMENTS POUR ACCROITRE LA DURABILITE DE L'ÉCONOMIE CACAOYÈRE**

Rôle des gouvernements : « Promouvoir un environnement favorable afin que tous les intervenants travaillent ensemble pour une économie cacaoyère durable au niveau local, national et regional »

*Lignes d'action :*

#### **Au niveau institutionnel**

- Adopter et appliquer des lois et des normes appropriées
- Elaborer un Plan national de developpement/Inventaire des ressources cacaoyères
- Promouvoir un inventaire des initiatives pour la durabilité et évaluation de leur pertinence pour le secteur cacaoyer
- Coordonner les actions au niveau national et international

#### **Au niveau des producteurs**

1. Favoriser le renforcement de compétences et le transfert de technologie
2. Promouvoir les bonnes pratiques agricoles pour accroître la productivité et la qualité d'une façon respectueuse de l'environnement et des normes sociales
3. Encourager la diversification pour obtenir des sources de revenus alternatives
4. Promouvoir les pratiques de production et de fabrication acceptables sur le plan social et environnemental

#### **Au niveau des consommateurs**

1. Promouvoir la transformation et la consommation dans les pays producteurs
2. Identifier de nouveaux marchés dans les économies émergentes
3. Améliorer le fonctionnement de la filière

#### **Autres actions**

1. Faciliter l'accès à des crédits abordables
2. Promouvoir l'investissement dans la recherche, la formation et la vulgarisation
3. Faciliter la mise en place et la communication d'une évaluation d'impact des actions pour une économie cacaoyère durable

## **GROUPE DE DISCUSSION 3**

### **LIGNES D'ACTION DES AGENTS DU SECTEUR PRIVE DANS LES PHASES DE TRANSFORMATION, DE FABRICATION ET DE COMMERCIALISATION DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU CACAO**

#### **Situation actuelle**

Il existe des problèmes de durabilité dans l'ensemble de la filière

- Faible productivité/inefficacité de la production, problèmes de qualité
- Revenus insuffisants pour de nombreux cacaoculteurs
- Education/formation aux bonnes pratiques agricoles insuffisante
- Organisation des agriculteurs insuffisante/faible
- Niveaux sanitaires déficients, accès à l'eau potable
- Dysfonctionnements de la filière
- Manque de transparence de l'information
- Accès limité au crédit – risque élevé dans le cacao
- Manque de prise en compte de la biodiversité et de l'environnement
- Propriété des terres insuffisante pour les cacaoculteurs
- Manque d'un environnement propice
- Cas de recrutement et de conditions inappropriées de la main d'œuvre

#### **Éléments d'amélioration – Phase de production**

- Accroissement de la productivité durable (y compris la diversification) et de la transformation rurale
- Formation des cacaoculteurs, éducation pour tous dans la collectivité
- Application de normes sociales/élimination des pires formes de travail des enfants, du travail forcé et du trafic
- Réduction de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité
- Encouragement de la recherche et de ses applications : lutte phytosanitaire, matériel végétal amélioré, amélioration de la fertilité des sols
- Renforcement et augmentation du nombre d'organisations d'agriculteurs
- Exploitation d'initiatives d'autres de produits de base et d'expériences d'autres pays
- Revenus rentables pour les cacaoculteurs
- Soutien au secteur privé local au moyen de services appropriés (intrants, pépinières, etc.)

#### **Éléments d'action – Phase de consommation**

- Satisfaction des nouvelles attentes des consommateurs – besoins et préférences
- Introduction du cacao/chocolat auprès de nouveaux consommateurs (marchés en voie de développement, pays producteurs de cacao)
- Focalisation sur le marché principal plus que sur les marchés spécialisés
- Encouragement de la recherche sur les bienfaits pour la santé

- Encouragement de la conformité aux lois et réglementations applicables
- Un code universel est-il possible pour le cacao ? – (application de projets/programmes réussis à la pratique générale)
- La traçabilité comme élément important

### **Paramètres essentiels pour de nouvelles initiatives**

- Les partenariats/processus doivent engager toutes les parties prenantes de façon neutre
- Il s'agit d'une action à long terme
- Cela permettra d'accroître les revenus ruraux
- Cela devrait être appliqué au secteur cacaoyer principal
- Il convient de travailler sur des normes objectives

## « LA FEUILLE DE ROUTE D'ACCRA »

### VERS UNE ÉCONOMIE CACAOYÈRE MONDIALE DURABLE

« La Feuille de Route d'Accra » vers une économie cacaoyère mondiale durable a été élaboré lors d'une Table ronde qui s'est tenue à L'International Conference Centre d'Accra, au Ghana, du 3 au 6 octobre 2007, grâce au parrainage généreux du Ghana Cocoa Board et du ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité alimentaire des Pays-Bas. L'ICCO a pris part à la préparation et à l'organisation de la réunion, conjointement au Ghana Cocoa Board.

Plus de 200 personnes venant de 25 pays des cinq continents ont participé à la réunion. Il y avait parmi eux des cacaoculteurs, des coopératives, des négociants, des exportateurs, des transformateurs, des chocolatiers, des grossistes, des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, des institutions financières ainsi que des organismes bailleurs de fonds. Cette Table ronde s'est déroulée sur quatre jours, avec cinq séances plénières et trois groupes de travail, chacun des groupes comprenant des représentants des agriculteurs, des gouvernements et de l'industrie ou de la société civile.

Un consensus a été établi sur les domaines d'action prioritaires suivants :

#### ***Cadre institutionnel***

- Elaborer et appliquer des lois et des normes appropriées portant notamment sur la propriété des terres, les conditions de travail, le travail des enfants, le travail forcé et le trafic, l'environnement et la sécurité alimentaire ;
- Mettre en place des plans nationaux de développement cacaoyer (étayés par une série de ressources cacaoyères répertoriées) et les adapter aux stratégies de développement rural ;
- Encourager l'inventaire d'initiatives actuelles pour la durabilité et évaluer leur importance pour le secteur cacaoyer principal ;
- Améliorer l'accès aux marchés pour le cacao et les produits cacaoyers et faciliter le commerce ;
- Faciliter l'accès à des services financiers abordables ;
- Promouvoir les investissements dans la recherche et dans le transfert de connaissances dans l'ensemble de la filière cacao ;
- Assurer la formation des agriculteurs et l'éducation pour tous les membres de la communauté par l'intermédiaire des services de vulgarisation ;
- Favoriser la création de revenus grâce à de nouveaux produits et services basés sur des ressources naturelles disponibles ;
- Elaborer et appliquer les politiques appropriées pour résoudre les problèmes de genre ;
- Développer et soutenir un système d'information sur le marché efficace dans les pays producteurs.

### ***Production durable***

- Favoriser l'obtention de prix rentables et l'accroissement des revenus des cacaoculteurs, notamment en tenant compte de l'impact des politiques fiscales ;
- Promouvoir l'établissement et le renforcement de groupements de cacaoculteurs et de syndicats efficaces ;
- Promouvoir les systèmes de production préservant la biodiversité et les écosystèmes ;
- Développer et promouvoir les bonnes pratiques agricoles pour accroître la productivité et la qualité d'une façon respectueuse de l'environnement et des normes sociales ;
- Encourager la diversification au moyen de sources de revenus alternatives ;
- Fournir une infrastructure adéquate (routes, écoles, hôpitaux, etc.) ;
- Réduire les pertes dues aux nuisibles et aux maladies grâce à la lutte phytosanitaire intégrée ;
- Promouvoir et soutenir les services locaux de fourniture de matériel végétal amélioré, d'engrais, de pesticides et autres, et les services de formation connexes ;
- Mécaniser les tâches agricoles pour réduire les coûts lorsque c'est possible ;
- Accroître le rendement de la main d'œuvre en améliorant les méthodes de gestion ;
- Mettre au point un mécanisme de rétribution des agriculteurs pour leur contribution à la réduction aux émissions de gaz à effet de serre et pour leur respect de l'environnement au moyen de primes économiques pour la prestation de services d'écosystème tels que le commerce de carbone, de la gestion de l'eau, du versement de subventions et d'aide au développement ;
- Encourager l'engagement de jeunes adultes dans la cacaoculture et d'autres activités connexes pour stopper le vieillissement actuel des cacaoculteurs.

### ***Commercialisation durable***

- Développer et renforcer l'efficacité de la filière pour accroître la marge reçue par les agriculteurs ;
- Maintenir et accroître la qualité du cacao à travers les systèmes de commercialisation de cacao ;
- Améliorer et soutenir la traçabilité au sein de la filière ;
- Réduire l'exposition à la volatilité des prix au moyen de mécanismes appropriés.

### ***Transformation et fabrication durables***

- Introduire des innovations dans les produits cacaoyers et les produits dérivés ;
- Promouvoir le développement de la transformation et de la fabrication dans les pays d'origine ;
- Réduire les émissions de carbone et investir dans des technologies propres.

### ***Consommation durable***

- Elaborer et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation aux nouvelles attentes des consommateurs ;
- Informer les consommateurs sur la production de cacao et les problèmes des cacaoculteurs ;



- Accroître la consommation sur les marchés principaux et stimuler la consommation dans les économies émergentes, notamment dans les pays producteurs ;
- Développer les marchés spécialisés (cacao certifié, cacao fin, cacao d'origine spécifique, entre autres) ;
- Soutenir la recherche sur les propriétés du cacao et des produits cacaoyers en matière de nutrition et de santé ;
- Soutenir la recherche sur les avantages environnementaux et sociaux du cacao.

***Dimension internationale***

- Assurer le respect des réglementations internationales et coordonner les actions au niveau national et régional ;
- Accroître l'utilisation d'un large éventail de ressources pour le secteur cacaoyer et envisager des mécanismes de financement d'initiatives visant à parvenir à la durabilité de l'économie cacaoyère ;
- Encourager la transparence des marchés cacaoyers au moyen d'une coopération internationale sur la durabilité de l'économie cacaoyère mondiale.

***Prochaines étapes***

Les participants à la Table ronde souhaitent continuer de travailler de façon ouverte et participative. Ils ont déclaré que des progrès encourageants avaient été réalisés durant cette première Table ronde, mais qu'il reste beaucoup à faire avant que l'économie cacaoyère mondiale puisse être considérée durable.

Les participants recommandent vivement la tenue d'une nouvelle réunion de la Table ronde dans environ un an dans un autre pays producteur de cacao. L'ICCO a été invitée à envisager son organisation (après approbation du Conseil de l'ICCO) et à élaborer un ordre du jour précis, en invitant les parties engagées.

Il a été jugé très important de maintenir le dynamisme de cette initiative dans les mois à venir, dans l'optique de la deuxième réunion de la Table ronde sur une économie cacaoyère mondiale durable.

Accra, 6 octobre 2007